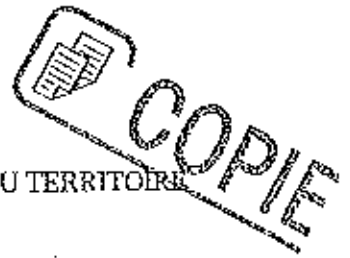


MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE



Direction Régionale de l'Industrie
de la Recherche et de l'Environnement du Centre

Orléans, le

15 AVR. 2009

Groupe de subdivisions de Loir et Cher

Société SETRAD

Centre de stockage de déchets ultimes non dangereux

Directeur

Lieu-dit « La Motte Pinteras »
41 - SAINT LAURENT NOUAN

Référence : 2009196 -

VAT 2008-0097

Gidic : RAAPC

Affaire suivie par :

@industrie.gouv.fr

Tél : 02 54 74 98 80 - Fax : 02 54 74 08 09

Vérifié par :

MAENVIRONNEMENTSETRADSETRAD SAINT LAURENTRapportRAAPC
prolong délai 04 2009.doc

Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet de Loir et Cher
(DRCLE - BECV)

1. OBJET DU RAPPORT ET INSTRUCTION DE LA DEMANDE

Par courrier du 16 mars 2009, la société SETRAD a sollicité une prolongation jusqu'au 30 juin 2009 de la durée d'exploitation du centre de stockage.

L'arrêté préfectoral du 12 mai 2000 autorisait une exploitation pour une durée de 9 ans à compter de la notification de l'arrêté avec les caractéristiques suivantes :

- 50 000 t/an (soit 62 500 m³/an) pour les déchets ménagers et assimilés et 20 000 t/an pour l'amiante-ciment (soit 20 000 m³/an);
- 525 000 m³ de volume disponible.

A l'appui de sa demande, complétée le 14 avril 2009, la société SETRAD met en avant :

- l'estimation de l'existence d'un vide de fouille de 26 840 m³ au niveau de la dernière alvéole en exploitation à partir d'un relevé de géomètre effectué le 17 décembre 2008 conduisant à un vide de fouille à l'échéance de l'autorisation de l'ordre de 7 460 m³ ;
- un vide de fouille justifié par des apports moins importants que prévus (34 650 t reçues en 2008) ;
- l'intérêt de réaménager la dernière alvéole dans les conditions prévues par l'arrêté du 12 mai 2000 en achevant le comblement avec des déchets plutôt qu'avec des matériaux « nobles » extérieurs au site.

Avis de la Commission Locale d'Information et de Surveillance (CLIS)

La CLIS réunie le 26 novembre 2008 s'est prononcée favorablement sur une prolongation de 1 à 2 mois de la durée d'exploitation, sans modification des conditions d'exploitation.

Considérations concernant la conformité et l'impact de l'exploitation

L'alvéole concernée par la demande respecte les dispositions de l'arrêté préfectoral modifié du 12 mai 2000 en particulier concernant la barrière de sécurité passive (article 7) qui est constituée d'un géosynthétique bentonitique (GSB) de 6 mm d'épaisseur et de perméabilité 10^{-11} m/s, ainsi que du substratum dont la perméabilité est comprise entre $3,7 \cdot 10^{-7}$ m/s et 10^{-6} m/s. Il faut noter que l'épaisseur du GSB au point bas de l'alvéole a été doublée et que le GSB remonte sur les flancs sur 2 m. La barrière active est constituée d'une géomembrane de 2mm d'épaisseur surmontée d'une couche de drainage de 50 cm d'épaisseur.

La barrière passive de l'alvéole n'est par contre pas conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié qui seront applicables à partir du 1^{er} juillet 2009 (une poursuite de l'exploitation au delà du 30 juin 2009 n'est donc pas envisageable).

La surveillance des eaux souterraines montre que la décharge continue d'avoir un impact (principalement ammonium et manganèse), sachant que les alvéoles exploitées de 1972 à 1998 ne comportaient pas d'étanchéité de fond, de couverture semi perméable ni de système de récupération des lixiviats et du biogaz.

Le biogaz collectés sur les alvéoles exploitées depuis 1999 sont brûlés sur une torchère. Des odeurs de biogaz étaient perceptibles en 2008 de façon localisée au niveau d'une des routes longeant le centre de stockage (situation signalée par 2 membres de la CLIS). Une amélioration de la mise en dépression des alvéoles semble avoir fait cesser ces émissions fugitives.

Les lixiviats sont collectés dans un bassin et évacués vers 2 stations d'épuration de l'agglomération orléanaise. 3520 m³ de lixiviats ont été ainsi éliminés en 2008. La qualité des lixiviats après un prétraitement par aération au niveau du bassin respectent les valeurs de la convention de rejet signée avec l'agglomération le 28 novembre 2006, convention reconduite jusqu'au 28 novembre 2009. L'arrêté préfectoral du 12 mai 2000 fixe des limites plus contraignantes que celle de la convention sur la DCO et l'azote, cette dernière fixant par contre une limite sur le phosphore contrairement à l'arrêté. Par courrier du 1^{er} juin 2007, la société SETRAD avait demandé une révision des termes de son arrêté préfectoral sur ces points. *L'inspection des installations classées propose d'y donner une suite favorable en modifiant l'arrêté mais en adoptant une rédaction ne visant pas un mode d'élimination mais encadrant les différents modes d'élimination possibles comme pour les 2 autres centres de stockage du département dont les arrêtés ont été actualisés en 2008.*

Le centre de stockage comportait une alvéole (A11) pour l'accueil des déchets d'amiante-ciment. le recouvrement et le remblaiement des vides laissés par les déchets d'amiante ciment ont été comblés au fur et à mesure par des refus de criblage de mâchefers valorisables. Conformément à l'arrêté préfectoral modifié du 12 mai 2000, les lixiviats de l'alvéole sont pompés puis rejetés au milieu naturel avec les eaux de ruissellement du site via le bassin pompier. La qualité des lixiviats de cette alvéole est régulièrement contrôlée et montre la présence importante de sulfates (Impact des mâchefers). Les volumes de lixiviats de cette alvéole sont en réduction compte tenu de la couverture étanche de l'alvéole qui a été réalisée (à terme, volume annuel de lixiviats estimé à 100 m³). L'analyse des eaux du bassin pompier montre la présence de sulfates (de l'ordre de 50 mg/l). Afin de supprimer tout risque d'impact sur le milieu naturel, la société SETRAD propose de modifier la gestion de ces lixiviats en les renvoyant avec les lixiviats des autres alvéoles dans le bassin de collecte des lixiviats. Compte tenu du volume concerné, l'impact sur la qualité des lixiviats du centre de stockage sera limitée et n'aura pas de conséquence sur la qualité du traitement en station. Tous les lixiviats suivraient donc la même filière d'élimination.

L'inspection des installations classées considère qu'une suite favorable peut être donnée à cette demande, les lixiviats de l'alvéole amiante ciment n'étant pas de nature similaire aux eaux de ruissellement du fait de la présence des sulfates.

Cadre juridique

D'un point de vue juridique, l'arrêt du Conseil d'Etat du 5 juillet 2006 relatif au centre de stockage de déchets exploité par la société SITA à Montereau, permet de considérer comme légal, un arrêté complémentaire de prolongation de la durée d'exploitation d'un centre de stockage qui concernait une emprise et un tonnage annuel de déchets identiques à ceux de l'autorisation précédente et ne comportait d'autre modification des conditions d'exploitation que la prise en compte d'un coefficient de densité de compactage de 0,9 au lieu de 0,8 précédemment, dont la mise en œuvre aura pour effet mécanique l'allongement de la durée de l'autorisation (en l'espèce, cet allongement était de 4 ans).

Garanties financières

L'exploitant a proposé une prolongation jusqu'au 30 juin 2009 des garanties financières concernant la dernière période d'exploitation (l'acte de cautionnement d'un montant de 1 147 222 € couvre pour l'instant la période du 15 mai 2006 au 15 mai 2009), sachant que les garanties financières sont déjà constituées pour la première période post-exploitation (l'acte de cautionnement d'un montant de 734 360 € transmis le 29 décembre 2008 couvre la période du 15 mai 2009 au 15 mai 2012).

Avis de l'inspection des installations classées

Considérant ce qui précède,

Considérant que l'alvéole A9 pour lequel la prolongation d'exploitation est demandée a été aménagée conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral modifié du 12 mai 2000,

Considérant que la poursuite de son exploitation n'est pas susceptible de générer des impacts significatifs sur les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le tonnage maximal annuel susceptible d'être accueilli et le volume maximum exploitable sont inchangés,

Considérant que les conditions de remise en état sont également inchangées par rapport à celles prévus par l'arrêté préfectoral modifié du 12 mai 2000,

Considérant l'intérêt technique pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement d'achever le réaménagement tel que prévu par l'arrêté précité,

Considérant le caractère très limité dans le temps de la demande,

Conformément aux dispositions de l'article R512-33 du code de l'environnement,

l'inspection des installations classées considère que la prolongation jusqu'au 30 juin 2009, de la durée d'exploitation ne constitue pas un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation justifiant le dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation et propose de donner une suite favorable à la demande de prolongation d'autorisation par le biais du projet d'arrêté joint au présent rapport.

II. PROPOSITIONS - CONCLUSION

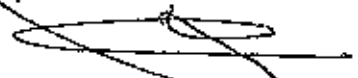
La société SETRAD a prévu de déposer le dossier de cessation d'activité et d'institution de servitudes d'utilité publique d'ici la fin du mois d'avril 2009 (ce dossier aurait dû être déposé 6 mois avant l'échéance de l'autorisation). L'instruction de ce dossier conduira à actualiser les prescriptions applicables en matière de suivi post-exploitation et de garanties financières ainsi qu'à mettre en place des servitudes d'utilité publique par arrêtés préfectoraux.

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de Loir-et-Cher :

- de donner une suite favorable à la demande de la société SETRAD de prolonger jusqu'au 30 juin 2009 la durée d'exploitation autorisée, sous réserve que l'acte justifiant la prolongation des garanties financières de la dernière période d'exploitation soit transmis au préalable ;
- d'imposer à la société SETRAD, par arrêté complémentaire, le respect de prescriptions prenant en compte la prolongation et la réactualisation des garanties financières de la dernière période d'exploitation, la gestion unifiée des lixiviats de l'ensemble des aivées exploitées, l'élimination des lixiviats en station d'épuration urbaine ou en centre de traitement de déchets selon les modalités de la convention de rejet ou du certificat d'acceptation préalable.

Conformément à l'article R.512-31 du Code de l'Environnement, le présent rapport et le projet d'arrêté doivent être respectivement présentés et soumis au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, auquel il est proposé d'émettre un avis favorable.

Le chef de groupe de subdivisions de Loir-et-Cher
inspecteur des installations classées



P/ le Directeur, et par délégation,
Le chef de la division environnement industriel et sous-sol



PJ : un projet d'arrêté préfectoral

Copie : GS41